

Le 23 mars 2005

**Discussion des dirigeants nord-américains sur un partenariat régional
Le président Bush, le président Fox et le premier ministre Martin annoncent une
coopération en matière de sécurité et de prospérité**

Le président Bush, le président mexicain Vicente Fox et le premier ministre canadien Paul Martin discutent de l'établissement du Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité lors d'une conférence de presse conjointe tenue le 23 mars.

Lors de la conférence de presse qui a suivi les réunions trilatérales du 23 mars à la Baylor University à Waco, au Texas, M. Bush a souligné que les dirigeants nord-américains avaient eu une excellente discussion sur les objectifs complémentaires en matière de sécurité et de prospérité. De plus, il a expliqué la raison d'être de la création du nouveau partenariat.

«Il est important pour nous d'assurer la protection et la sécurité de nos pays afin que nos citoyens puissent vivre en paix» et que «nos économies puissent prendre de l'expansion», a affirmé M. Bush. «Les échéances commerciales entre nos trois pays sont considérables et nous avons l'intention que cela se poursuive. Il y a beaucoup de mouvements transfrontaliers et je souhaite de rendre nos frontières plus sécuritaires et faciliter le trafic légitime».

Le président Bush reconnaît que les voisins nord-américains ont beaucoup à faire pour atteindre ce but.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité, consulter la déclaration commune des dirigeants de l'Amérique du Nord tenue le 23 mars et disponible en ligne.

En plus du lancement du nouveau partenariat, M. Bush a indiqué qu'il discuterait de façon plus générale de l'hémisphère avec ses homologues nord-américains et que tous conjugueraient leurs efforts «pour s'assurer que la démocratie soit solidement implantée dans le paysage nord-américain».

Pour rehausser la prospérité de l'hémisphère, M. Bush a révélé que les pays de l'Amérique du Nord doivent faire en sorte d'élargir les liens commerciaux partout dans toute la région.

«L'établissement de relations commerciales avec le reste de l'hémisphère permettra de mieux préparer l'avenir de nos trois pays», a-t-il souligné.

Au moment où l'hémisphère occidental s'efforce de faire concurrence à l'échelle mondiale, en particulier avec les économies naissantes de l'Extrême-Orient, la création d'une Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) demeure une priorité, a fait remarquer M. Bush. Pour promouvoir cet effort, a-t-il ajouté, les nations de l'Amérique du Nord devraient servir d'exemple à leurs voisins de l'Amérique du Sud quant aux avantages que procurent les marchés ouverts et une intégration accrue.

«En vue de s'assurer que la ZLEA a une chance de réussite, il est important de montrer aux nations souveraines de l'Amérique du Sud que les transactions commerciales entre nos trois pays ont donné de bons résultats», a-t-il ajouté.

Une étape importante visant à réaliser la vision d'un hémisphère occidental unifié par des engagements communs envers le commerce, la démocratie, la transparence et la primauté du droit, est l'adoption de l'Accord du libre échange entre les États-Unis et l'Amérique centrale

(ALEAC), a soutenu M. Bush. Le président a fait remarquer qu'il avait demandé au Congrès américain d'adopter l'ALEAC en 2005.

M. Bush a affirmé qu'il avait également promis à M. Fox de continuer à inciter le Congrès américain à envisager une «politique en matière d'immigration raisonnable et sensée» avec le Mexique. Une telle politique, a-t-il ajouté, serait fondée sur l'idée maîtresse que lors de situations où une possibilité d'emploi ne serait pas remplie par un Américain, ce poste devrait être doté, du point de vue légal, sans tenir compte du lieu d'origine du travailleur.

Au nombre des autres questions que M. Bush a abordées lors de la conférence de presse conjointe, se trouve la nécessité pour les États-Unis de devenir moins tributaires de l'énergie provenant de l'étranger.

En ce qui a trait à une collaboration nord-américaine dans ce secteur, le président a proposé, entre autres, un plus grand accès au gaz naturel liquéfié, le partage de la technologie dans le but de d'aménager des centrales électriques alimentées au charbon sans émissions et la mise au point de véhicules à hydrogène.

Voici le texte du point de presse conjoint :
(début du texte)

LA MAISON-BLANCHE
Bureau de l'attaché de presse
(Crawford, Texas)
Le 23 mars 2005

CONFÉRENCE DE PRESSE CONJOINTE AVEC LE PRÉSIDENT GEORGE W. BUSH, LE PRÉSIDENT MEXICAIN VICENTE FOX ET LE PREMIER MINISTRE CANADIEN PAUL MARTIN

Bill Daniels Activity Center
Université Baylor
Waco, Texas
23 H 22 (HNC)

PRÉSIDENT BUSH : Bonjour. J'ai l'honneur d'accueillir deux amis à la Baylor University. Tout d'abord, je tiens à remercier les membres de la Baylor University de nous avoir fourni ces installations. Votre hospitalité est remarquable.

Je suis ravi des réunions que nous avons tenues étant donné que nos relations sont si importantes de nos jours. Nous avons l'intention d'entretenir des relations solides et elles seront tout aussi importantes pour les années à venir.

De plus, nous avons pris part à une excellente discussion au sujet de la prospérité et de la sécurité et il se trouve qu'elles vont de pair. Il est important pour nous d'assurer la protection et la sécurité de nos pays afin que nos citoyens puissent vivre en paix et que nos économies puissent croître. Les échéances commerciales entre nos trois pays sont considérables et nous voulons que cela se poursuive. Il y a beaucoup de mouvements transfrontaliers et j'ai l'intention de rendre nos frontières plus sécuritaires et de faciliter le trafic légitime.

Nous avons beaucoup de travail en perspective. Nous avons par conséquent investi nos ministres de la tâche de trouver la meilleure façon de maintenir cette relation ou ces relations énergiques et solides. En outre, je suis reconnaissant de l'engagement pris par le premier ministre et le président envers un esprit de partenariat qui survit à tous les soubresauts politiques pouvant survenir; cette attitude permet d'instaurer un ferme engagement envers les marchés, la démocratie, la liberté, le commerce, la prospérité et la sécurité mutuels.

Ainsi, j'ai le grand plaisir d'accueillir nos amis. Après avoir effectué cet exercice de démocratie, c'est-à-dire répondre à vos questions, je suis impatient de les recevoir à mon ranch pour le déjeuner et poursuivre la discussion. Nous passerons quelque temps à parler de nos pays limitrophes, soit les pays de notre région, et de la façon dont nous pouvons conjuguer nos efforts pour nous assurer que la démocratie est fermement ancrée dans notre voisinage. Alors, monsieur le président, soyez le bienvenu. Le podium est à vous.

PRÉSIDENT FOX : (TRADUCTION.) Merci beaucoup, monsieur le président Bush. Je tiens aussi à saluer le premier ministre Paul Martin. Toute ma reconnaissance également pour cette superbe réception, ce magnifique établissement de la Baylor University. Et, bien sûr, toute ma gratitude envers les autorités de Waco, pour la tenue de cet important événement.

Aujourd'hui, nous nous sommes ici présents pour tenir une réunion très importante qui aura sûrement quelque conséquence sur l'avenir de nos nations. Au cours de la dernière décennie, les transactions commerciales entre nos pays et les mouvements des investissements provenant de la création d'emplois se sont maintenus à un rythme soutenu. Ces efforts ont porté fruit grâce à l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), cette coopération bilatérale, en fait, cette coopération trilatérale, est désormais renforcée et élargie. Mais, avant tout, nous réalisons chaque jour des progrès tous les jours vers une compréhension, des connaissances et une coopération accrues entre nos trois gouvernements et nos trois pays.

Grâce au partenariat pour la sécurité et la prospérité et à la qualité de vie en Amérique du Nord, nous entreprenons aujourd'hui une nouvelle étape. Notre monde est en constante évolution et cela exige que nous surmontions les nouveaux défis et que nous répondions aux nouvelles possibilités. Nous sommes aussi confrontés à de nouvelles menaces qui constituent un risque pour notre société; toutefois, nous voulons aussi favoriser le bon rendement de nos économies. Voilà pourquoi mon gouvernement s'efforce de réaliser une véritable coordination avec ses partenaires de l'Amérique du Nord. Nous tentons d'établir un équilibre objectif entre les préoccupations relatives à la sécurité et celles qui touchent la circulation rapide et fluide des marchandises et des voyageurs qui traversent les frontières.

L'Amérique du Nord devrait être la région la plus concurrentielle et la plus sécuritaire au monde. Il y a dix ans de cela, nous avons pris des mesures importantes dans ce but. Comme gouvernement, nous devons faire de cet objectif un processus permanent afin de continuer sur notre lancée. Ce partenariat pour la sécurité, ce partenariat pour la prospérité, et la qualité de vie qui s'y rattache ne peuvent avoir aucun autre objectif qui surpasse l'amélioration de la qualité de vie elle-même et le perfectionnement de nos citoyens et de nos sociétés.

Aujourd'hui, mon ami du Canada, M. Paul Martin, et le président des États-Unis, George W. Bush, et moi-même, sommes fiers de vous présenter cet exposé conjoint. Il reflète une vision commune de l'Amérique du Nord qui servira de cadre pour la coopération et le partenariat entre nos gouvernements et nos nations.

Merci.

PREMIER MINISTRE MARTIN : Bonjour. Il me fait extrêmement plaisir de me trouver ici au Texas en compagnie du président Bush et du président Fox en qualité de représentants de l'Amérique du Nord et en tant que «continent fort». Nous représentons trois nations souveraines qui ont formé l'un des partenariats les plus profitables au monde.

Ceci dit, nous reconnaissons aussi que nous ne pouvons pas être trop confiants. Le monde est en évolution; de nouvelles grandes puissances économiques se dressent, comme la Chine et l'Inde. Nous faisons face à de nouvelles possibilités, mais nous devons aussi relever de nouveaux défis. Cette situation exige la création d'un nouveau partenariat, plus fort et plus dynamique, axé sur l'avenir. Nous sommes déterminés à forger la prochaine génération de la réussite de notre continent. C'est notre destinée.

Le lancement du partenariat pour la sécurité et la prospérité auquel nous procédons aujourd'hui est la feuille de route qui servira à accomplir une telle mission.

Je vais prendre un peu plus de temps que vous, monsieur le président Bush, parce que je dois livrer mon discours en deux langues. (Éclats de rire.)

(TRADUCTION.) Ici, en Amérique du Nord, nous avons beaucoup de réalisations à célébrer, mais nous ne pouvons pas être comblés et faire preuve d'insouciance. Le monde est en évolution. De nouvelles occasions se présentent tout comme de nouveaux défis et de nouvelles menaces. Dans un monde en changement constant, nous avons besoin d'un partenariat renouvelé, plus solide et plus dynamique. Nous avons aussi besoin d'une feuille de route pour nous guider; c'est ce que représente le Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité que nous entreprenons aujourd'hui.

PREMIER MINISTRE MARTIN : -- des façons de venir en aide à nos citoyens en leur offrant une vie plus saine, plus sécuritaire et plus productive; pour qu'ils obtiennent de bons emplois, des revenus plus élevés et que notre continent soit sécuritaire, et que l'eau soit plus propre et l'air plus pur.

Une chose est certaine. Lorsque nous œuvrons de concert en tant que pays qui veulent assurer une meilleure sûreté et une compétitivité accrue à l'Amérique du Nord, tout le continent et tous nos citoyens tirent parti de cette réalisation collective.

(TRADUCTION.) Le partenariat que nous mettons en place aujourd'hui reconnaît le fait que, dans un monde moderne, les objectifs en matière de prospérité, de sécurité et de qualité de vie n'ont jamais été aussi interdépendants.

PREMIER MINISTRE MARTIN : Ce que nous tentons de réaliser, c'est d'améliorer la compétitivité de nos industries, d'élargir les choix du consommateur au moyen de la réduction des formalités administratives. Nous voulons éliminer les règlements frustrants et non nécessaires. Nous tenons aussi à conserver les niveaux de soins de santé et de sécurité les plus élevés qui soient pour nos citoyens. Nous voulons mettre en œuvre des approches approuvées et qui s'appuient sur des données scientifiques objectives qui contribueront à nous faire échapper au risque d'un protectionnisme latent, selon ce que proposent certains, lorsque nous prenons des mesures pour mettre en échec les effets de l'ESB ou l'encéphalopathie spongiforme bovine.

Je tiens à remercier le président Bush et le président Fox de leur soutien. Nous espérons qu'un jour prochain, sans égard à toutes les activités de lobbyisme, à toutes les contestations judiciaires, l'ensemble de l'Amérique du Nord ouvrira ses portes à notre viande de bœuf de haute qualité et qui ne présente aucun danger.

Au chapitre de la sécurité, nous sommes conscients que la protection de nos frontières est un point de contrôle essentiel sur le chemin d'une prospérité collective. Nos frontières sécuritaires protègent nos citoyens non seulement contre le terrorisme, mais elles favorisent une circulation rapide des marchandises, des services et des voyageurs, et aussi de l'information entre nos trois nations.

De plus, au coude à coude avec l'initiative sur la Frontière intelligente, nous réalisons de nouveaux investissements en matière de sécurité et de défense. En quelques mots, le Canada est un partenaire entier et puissant dans l'édification d'une Amérique du Nord sécuritaire. Nous avons conclu, et la liste est longue, monsieur le président, je ne vais pas l'énumérer, qui est au fond une longue liste des tâches que nous allons confier à nos ministres. Ensuite, nous leur demanderons de rendre des comptes puisque nous devons faire de même envers nos citoyens.

Je tiens simplement à dire que ces mesures comportent tout, à partir de la façon dont nous nous occupons de nos frontières, la façon dont nous prenons en charge les maladies infectieuses, la façon dont nous envisageons les préoccupations relatives à l'eau douce, comme au lac Devil, sujet que j'aborderai lors du déjeuner.

Tout cela pour dire qu'au moment où survient un risque pour la santé publique, nous sommes d'avis qu'il est préférable que l'information soit partagée entre nos laboratoires situés à Winnipeg, à Atlanta et à Mexico. Nous tenons à améliorer la qualité de notre air et de notre eau et nous voulons aussi que l'ALENA réussisse. Ce que cela veut dire, encore une fois nous discuterons de ce sujet, c'est que nous voulons que les décisions prises par notre groupe spécial de règlement des différends soient respectées et mises en application. Nous désirons résoudre nos différends d'une manière juste en fonction de la primauté du droit. Je vais continuer à réclamer un règlement du différend concernant le bois d'œuvre résineux et j'attends avec impatience de discuter des moyens pour connaître la façon d'obtenir un meilleur rendement de ce partenariat.

Je tiens à dire qu'en qualité de dirigeants, nous nous sommes engagés à nous réunir régulièrement, et ce, dans le but d'évaluer nos progrès.

(TRADUCTION.) Les efforts déployés au cours de la dernière décennie ont été fructueux. Il nous appartient désormais de relever les nouveaux défis et de saisir les nouvelles occasions qui se présentent à nous.

PREMIER MINISTRE MARTIN : Monsieur le président, les efforts qui ont été consentis au cours de la dernière décennie ont été fructueux. Toutefois, comme nous l'avons mentionné ce matin, il nous incombe de répondre aux nouveaux défis et de saisir les nouvelles occasions. Le partenariat pour la sécurité et la prospérité est la preuve de notre engagement conjoint à cet effet.

PRÉSIDENT BUSH : Merci, Paul. J'apprécie beaucoup cette déclaration.

Maintenant, nous allons répondre à deux questions de chaque groupe. Je commencerai avec Jennifer Loven.

Q : Merci, monsieur. Pouvez-vous nous nommer les mesures que vous appuyez étant donné que les tribunaux fédéraux continuent à refuser l'autorisation quant à la réinsertion de la sonde d'alimentation de Terri Schiavo? Avez-vous discuté des options, des prochaines étapes avec votre frère, le gouverneur de la Floride?

PRÉSIDENT BUSH : Je n'ai pas discuté des prochaines étapes avec mon frère qui est gouverneur de la Floride. J'ai examiné toutes les options avant de choisir la mesure que nous avons prise de concert avec le Congrès la fin de semaine dernière. Nous avons estimé que les mesures prises avec le Congrès étaient le meilleur plan d'action. C'est une situation extraordinaire et triste. Je suis d'avis que dans une situation comme celle-ci, l'autorité législative et l'autorité exécutive doivent pécher en faveur de la vie, ce que nous avons fait.

Maintenant, nous allons attendre les décisions des tribunaux. Nous avons évalué toutes les options possibles du point de vue de l'autorité exécutive.

Q : (TRADUCTION.) Monsieur le président Bush, ces dernières années, de nombreux pays de l'Amérique latine ont élu des dirigeants de gauche. Selon vous, quelle possibilité existe-t-il au Mexique à l'avenir en ce qui concerne l'arrivée d'un dirigeant de gauche? Par rapport à la sécurité, quel est le degré de difficulté auquel vous êtes confronté pour garder en place votre politique en matière de sécurité nationale lorsque des terroristes peuvent franchir votre frontière, selon votre Cabinet? Que pensez-vous des personnes qui franchissent illégalement la frontière?

PRÉSIDENT BUSH : Je suis ravi qu'il existe des démocraties dans notre hémisphère. À vrai dire, chaque pays est une démocratie, sauf un pays, Cuba. Il s'agit de progrès incroyables. J'espère travailler avec quiconque sera élu par la population du Mexique. Le dirigeant du Mexique, ou de tout autre pays, n'est pas un choix qui relève du président, du gouvernement ni de la population des États-Unis; c'est le choix de la population du Mexique.

Je sais que les citoyens du Mexique sont fiers de leur démocratie et je suis fier des traditions démocratiques que fait respecter Vicente Fox.

Pour ce qui est la frontière, écoutez, nous avons une grande frontière. Nous partageons une grande frontière avec le Canada de même qu'avec le Mexique. Tous les jours, des millions de personnes franchissent la frontière du Mexique pour venir aux États-Unis. Cette situation représente un problème commun à savoir de quelle façon nous pouvons nous assurer que les personnes qui traversent la frontière ne sont pas des terroristes, des passeurs de drogues, des marchands d'armes ou des contrebandiers.

J'ai mentionné au président que nous allons continuer à inciter le Congrès américain à tenir compte d'une politique en matière d'immigration raisonnable et sensée. C'est un problème que je connais très bien. Après tout, j'ai été gouverneur de ce grand État pendant six ans et j'ai dû composer plusieurs fois avec ce problème, non seulement auprès des prédécesseurs du président Fox, mais aussi des gouverneurs des États frontaliers, des États frontaliers mexicains, Tamaulipas et Nuevo León. Je suis donc très au courant de ce problème et je vais continuer de demander au Congrès de faire preuve de bon sens face à ce problème.

Le fondement de la politique est que s'il existe un emploi qui n'est pas occupé par un Américain, autrement dit, s'il y a consentement de la part d'un travailleur et d'un employeur, cet emploi doit être doté, du point de vue légal, sans tenir compte de l'origine de la personne. C'est logique et nous avons besoin d'une politique qui fait preuve de compassion. En d'autres termes, si cette politique est en vigueur, une personne du Mexique sera en mesure de venir travailler aux États-Unis et de retourner à la maison, voyageant d'une façon légale de part et d'autre de la frontière. Cela semble logique à mes yeux et c'est une façon logique de procéder.

Je pense que nous devons avoir une politique qui ne compromet pas les personnes qui se sont mises en ligne en vue de devenir des citoyens légaux. Nous voulons récompenser les personnes qui ont fait preuve de patience dans ce processus. Bon nombre de citoyens mexicains qui ont demandé la citoyenneté ne devraient pas être devancés en raison d'un programme destiné aux travailleurs. Toutefois, il existe une meilleure façon de renforcer notre frontière et cela consiste à être compatissants et raisonnables envers les travailleurs qui viennent aux États-Unis.

Monsieur le président, vous avez ma parole. Je vais poursuivre mon travail à cet effet. Je ne peux vous garantir que cette politique sera approuvée par le Congrès, puisque je ne fais pas partie de l'autorité législative. Mais, je puis vous donner ma parole que je vais continuer à inciter le Congrès à tenir compte d'une politique en matière d'immigration qui soit raisonnable et sensée.

PREMIER MINISTRE MARTIN : Tom Clark.

Q : Merci, monsieur le premier ministre. Une question qui s'adresse à vous ainsi qu'aux présidents Bush et Fox. Vous avez parlé de collaboration, un sujet que vous, monsieur le premier ministre, avez nommé la prochaine génération de la réussite. Gardant à l'esprit que nous avons devant nous l'Union européenne, que représente ce partenariat quant à la première étape vers une intégration continentale? Si tel est le cas, jusqu'où désirez-vous vous rendre? Pouvez-vous nous présenter une sorte de feuille de route et peut-être faire une distinction entre partenariat et intégration?

PREMIER MINISTRE MARTIN : Bien, ce dont nous parlons exactement, ce n'est pas compliqué, nous parlons d'importants progrès. Si vous considérez chacun des secteurs que nous avons

confiés à nos ministres, en fonction de leur expérience précédente, c'est précisément ce que nous examinons au cours de cette réunion et exactement ce que nous voulons être capables d'évaluer, c'est-à-dire la réussite, et de tenir les personnes responsables des objectifs fixés.

Lorsque vous parlez de la sécurité, il n'y a pas de doute quant à l'importance de la sécurité à nos frontières. Compte tenu de l'augmentation du budget affecté à la défense du Canada et de notre capacité de collaboration, évidemment, nous voulons nous assurer qu'il existe le plus haut niveau de coordination entre nos sources de défense et nos sources frontalières.

Au chapitre de l'économie, on doit éliminer des règlements frustrants et avoir de meilleures règles d'origine. Essentiellement, ce que nous voulons faire, c'est nous assurer, face à la menace que pressentent des économies étrangères en croissance, surtout en Asie, à la fois menaces et possibilités, qu'en réalité l'Amérique du Nord soit aussi solide et concurrentielle qu'il lui est possible de l'être. Il ne devrait y avoir aucune restriction quant à la qualité de vie, à l'environnement, à notre façon de collaborer dans le but, essentiellement, de faire des progrès très substantiels et de s'assurer de continuer dans cette direction. Tout cela, afin que les forces du protectionnisme ne l'emportent pas sur l'Amérique du Nord et que nos marchés soient les plus concurrentiels possible.

(TRADUCTION) Je veux juste mentionner que ce que nous tentons d'accomplir n'est pas un big bang, mais nous cherchons vraiment à réaliser des progrès majeurs, comme ce que nous avons accompli jusqu'à maintenant dans le domaine de la sécurité frontalière, par exemple. Nous avons même été plus loin et, à présent, le gouvernement du Canada attribue des fonds à ses frontières et à sa défense. Et nous allons même encore plus loin au chapitre de l'élimination des règlements frustrants afin que le marché canadien soit aussi concurrentiel aux États-Unis qu'à l'intérieur du pays et au Mexique, tout en conservant un environnement de qualité de vie et de collaboration. Ce sont nos aspirations.

PRÉSIDENT FOX : (TRADUCTION.) Merci. Je suis d'avis que l'objectif de notre discussion aujourd'hui est clair. C'est un objectif qui a pris source il y a plusieurs mois à la suite d'un dialogue intense. Nous parlons d'un partenariat et c'est le mot clé. Un partenariat pour la sécurité et un partenariat pour la prospérité, c'est-à-dire un partenariat qui est fondé sur le capital humain et qui vise à améliorer la qualité de vie. C'est l'élément clé de cette nouvelle tâche que nous avons établie. Nous avons pris appui sur les réalisations de l'ALENA. Les avantages de cet accord sont connus de façon générale. Toutefois, nous faisons face à de nouveaux défis qui exigent de prendre de nouvelles mesures. Celles-ci sont définies dans le programme qui est lancé grâce aux instructions précises que nous avons adressé à nos ministres et à nos groupes de travail et qu'ils doivent exécuter au cours des 90 prochains jours.

Nous allons donc travailler en fonction d'un certain nombre d'approches et nos objectifs reposent sur trois grands axes de cette proposition qui sont la sécurité afin de contrer les menaces pouvant survenir de l'étranger et les menaces internes. Nous devons aussi examiner les déficiences quant à la circulation des voyageurs et des marchandises. En outre, nous devons unir nos talents, nos stratégies et nos ressources dans le but d'améliorer la compétitivité de l'Amérique du Nord par rapport à d'autres pays et régions dans le monde. Nous devons posséder un niveau de capacité concurrentielle qui nous permet d'atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés.

Nous devons réduire les coûts liés au commerce. Il existe de nombreuses activités commerciales entre nos trois pays. Nous sommes d'avis que nous pouvons encore réduire beaucoup plus les coûts liés au commerce et que ces coûts réduits permettront d'accroître davantage les activités commerciales entre nos pays. Nous estimons que le plus grand défi du XXI^e siècle portera sur le capital humain, l'investissement dans nos citoyens et l'investissement dans la technologie et nous allons miser sur ces initiatives.

En outre, nous avons établi un partenariat afin de protéger l'environnement, nos ressources naturelles et la santé de nos citoyens. Et nous sommes aussi des partenaires dans tous les sens du terme. Alors, voilà le chemin qui se dresse devant nous. Nous avons un calendrier et des responsabilités et nous nous assurerons de réaliser ces initiatives.

PRÉSIDENT BUSH : L'établissement de relations commerciales avec le reste de l'hémisphère permettra de mieux préparer l'avenir de nos trois pays. C'est en quelque sorte le prolongement le plus logique qui soit d'une vision qui reconnaît les secteurs commerciaux conjoints nécessaires en vue de conserver notre mode de vie, en particulier, compte tenu du fait que les pays de l'Extrême-Orient sont en train de devenir de forts concurrents en matière de capitaux, de produits, de services et de marchés.

À vrai dire, la promotion de cette idée a débuté dans la ville de Québec grâce à l'Accord de libre-échange des Amériques de 2001. Selon moi, il s'agit du prolongement le plus pratique de la reconnaissance des réalités auxquelles nous devons faire face à mesure qu'évolue le XXI^e siècle. En vue de s'assurer que l'Accord de libre-échange des Amériques a une chance de réussir, il est important de démontrer aux nations souveraines de l'Amérique du Sud que le commerce est fructueux entre nos trois pays. L'ALENA constitue une réussite; nous n'avons qu'à nous rendre à la frontière de notre État. Si vous avez eu l'occasion de vous y rendre il y a dix ans, vous avez pu constater une différence marquée de la qualité de vie de la population de part et d'autre de la frontière. Par cela, je veux dire que l'importante réussite du programme a permis d'élever le niveau de vie au Mexique et aux États-Unis.

Je crois que tout le monde reconnaît que le Canada, les États-Unis et le Mexique sont disposés à vaincre ces problèmes, et pour ce qui est des autres pays, la reconnaissance des avantages du commerce peut paraître plus acceptable. Ainsi, la vision dont vous parliez dans votre question à savoir quel genre d'union peut exister, je perçois une vision fondée sur le libre-échange qui permettra ensuite d'entraîner un engagement envers les marchés, la démocratie, la transparence et la primauté du droit.

À cet effet, nous avons conclu une entente avec les pays de l'Amérique centrale appelée l'ALEAC. Je sais que c'est une partie importante du programme pour la prospérité dans tout l'hémisphère et j'ai demandé au Congrès de veiller à que l'ALEAC soit approuvé cette année.

Merci. Caren.

Q : La secrétaire d'État américaine, Condoleezza Rice, a précisé que les États-Unis font de plus en plus preuve d'impatience envers la Corée du Nord qui refuse de reprendre les négociations des six pays. Et, on a mentionné le mois de juin comme date limite établie par les États-Unis. Quelles conséquences y aura-t-il si la Corée du Nord ne reprend pas les pourparlers? De plus, la Chine fait-elle suffisamment d'efforts pour mettre de la pression sur le pays?

PRÉSIDENT BUSH : Merci d'avoir mentionné la secrétaire Rice. Elle revient tout juste de son voyage lundi soir. Hier, elle est venue à Crawford pour me renseigner sur son voyage. Je suis ravi qu'elle ait pris du temps en dehors de son horaire pour venir me parler, non seulement des discussions qui ont eu lieu avec les dirigeants de la Chine, mais également avec ceux de la Corée du Sud et du Japon, de l'Inde et du Pakistan. Elle est allée aussi en Afghanistan, alors l'itinéraire de son voyage a été très rempli et elle a tenu une séance d'information avec moi d'environ deux heures dont je vous reparlerai.

Nous n'avons pas fixé de date limite. Ce que nous avons mentionné, c'est ce que nous avons dit à la Corée du Nord, soit si vous voulez aller de l'avant, si vous voulez que le monde vous accepte, si vous ne voulez pas être mis à l'écart, débarrassez-vous de vos programmes d'armes nucléaires. Heureusement, les États-Unis d'Amérique ne sont pas seuls à partager cette opinion, mais la Chine aussi. À vrai dire, c'est ici à Crawford que Jiang Zemin, alors qu'il était à mon ranch, a souligné que l'objectif de la politique étrangère de la Chine consiste à ce qu'il n'y ait

aucune arme nucléaire dans la péninsule coréenne. En outre, Hu Jintao a précisé à la secrétaire Rice que cet objectif est toujours le même pour le gouvernement de la Chine. Ainsi, nos deux pays partagent cet objectif. Nous partageons un but, de même que le Japon, la Corée du Sud et la Russie.

Nous sommes donc cinq pays qui partageons la même opinion envers la Corée, la Corée du Nord, et nous continuerons de le rappeler à son dirigeant. Je suis patient de nature, de même que beaucoup d'autres personnes qui sont concernées par ce problème. Le dirigeant nord-coréen doit comprendre que lorsque cinq dirigeants de pays émettent leur opinion à un sujet, c'est qu'ils sont sérieux. Il existe une façon d'aller de l'avant, et je le répète à l'intention de Kim Jong-il. C'est à lui de prendre la décision. Nous avons pris la nôtre, la Chine également. Les autres pays ont pris leur décision. Pour réaliser la paix, le calme et la stabilité en Extrême-Orient, Kim Jong-il se doit d'écouter.

Je suis donc très satisfait du rapport que j'ai obtenu de la secrétaire. Je suis ravi aujourd'hui que Hu Jintao, et le gouvernement de la Chine, fassent preuve d'un intérêt continu envers ce sujet et comprennent l'importance de nos cinq pays qui se concertent pour réaliser un objectif commun.

Q : (TRADUCTION.) Messieurs les présidents et monsieur le premier ministre. Je tiens à vous demander quelles mesures concrètes vos gouvernements comptent prendre en vue de réaliser ce partenariat pour ce qui est des marchés énergétiques, qui constitue une question très critique pour tous nos pays? Je veux aussi vous demander par rapport à ce partenariat de sécurité et de prospérité, quand allez-vous y intégrer la politique en matière d'immigration?

De plus, monsieur le président Bush, j'aimerais connaître votre opinion au sujet des personnes qui poursuivent les immigrants le long de la frontière.

PRÉSIDENT BUSH : Je m'oppose aux groupes d'autodéfense aux États-Unis d'Amérique. J'applique la loi de manière rationnelle. C'est la raison pour laquelle il existe une patrouille frontalière et celle-ci est responsable de l'application de la loi à la frontière.

Nous avons parlé d'immigration. Naturellement, nous passons beaucoup de temps à parler de l'immigration. Nous partageons d'importantes frontières avec le Canada et le Mexique. C'est une question importante et elle ne concerne pas seulement les personnes, mais également les produits et les services. Par conséquent, les ententes qui ont fait l'objet de discussions, la façon de renforcer nos relations comprend, évidemment, notre politique de sécurité frontalière et elle continuera d'en faire partie.

J'ai oublié une partie de votre question en trois volets. Quel autre sujet aviez-vous abordé? Je ne peux me rappeler ce dont il s'agissait. Ah! oui, la question de l'énergie.

Oui, nous utilisons beaucoup d'énergie et nous devons en faire une meilleure conservation aux États-Unis. Nous dépendons de l'énergie en provenance de l'étranger et nous devons devenir moins dépendants à cet égard. Nous apprécions le fait que les sables bitumineux du Canada deviennent économiques à présent et nous sommes heureux de pouvoir accéder à un million de barils par jour, en voie d'atteindre les deux millions. Je tiens également à remercier – et c'est, en passant, un avantage pour le commerce ouvert. Le peuple américain doit comprendre que lorsqu'il existe un commerce ouvert, cela permet de résoudre notre insuffisance énergétique.

Une chose que nous pouvons certainement faire, c'est de mieux collaborer quant au partage des technologies. Nous allons devoir changer nos habitudes. Nous allons devoir mettre au point des véhicules à hydrogène et nous sommes impatients de collaborer à ce but. Entre nos trois pays, nous avons des industries de l'automobile intégrées. Avec un peu de chance, un de ces jours, l'industrie de l'automobile dans nos pays respectifs sera à l'avant-garde des changements technologiques en ce qui concerne les habitudes de nos consommateurs.

Nous devons introduire le gaz naturel liquéfié dans nos trois pays et sur nos marchés. Nous avons hâte, moi et les présidents, de connaître la méthode permettant de réaliser un plus grand accès au gaz naturel liquéfié; il existe en fait d'énormes quantités de gaz naturel dans le monde. La question, c'est de savoir comment l'obtenir de façon économique afin qu'il fasse partie de nos marchés respectifs.

Récemment, je suis allé visiter des centrales électriques en expansion, alimentées au charbon à zéro émission. Je crois que nous avons affecté environ un milliard de dollars à ce qui s'appelle le *FutureGen Project* Projet de la future génération. Je suis impatient de collaborer avec nos pays respectifs en vue de partager les technologies et d'aller de l'avant avec les centrales électriques alimentées au charbon sans émission.

Il y a donc beaucoup que nous puissions faire et que nous ferons au chapitre de l'énergie. Et il n'est pas question que les États-Unis d'Amérique soient tributaires des sources d'énergie étrangères. J'ai proposé une stratégie au Congrès américain en 2001; les membres débattent encore cette question. Le moment est venu de me présenter un projet de loi cette année. Les citoyens sont confrontés à la hausse des prix de l'essence. Je suis inquiet à ce sujet, de même que le peuple américain. C'est le moment de mettre en vigueur les stratégies que nous avons énoncées dans la loi.

Mais, non, c'est un sujet très important. Merci de l'avoir souligné. Nous avons passé beaucoup de temps à en discuter.

PRÉSIDENT FOX : (TRADUCTION.) En ce qui concerne des mesures concrètes, les premières concernent tous les sujets abordés dans le Partenariat pour la sécurité et la prospérité et la qualité de vie. Les premières mesures concrètes découlent d'une responsabilité précise d'une durée de 90 jours visant à présenter des idées détaillées à 12 groupes de travail, ou tables de négociations, qui portent sur les idées générales que nous exposons ici.

Une autre mesure concrète sur laquelle nous nous sommes entendus, c'est que les trois présidents estiment que vers le milieu de la période de 90 jours, nous devons être en mesure d'évaluer l'orientation, l'allure et le niveaux selon lesquels ces questions deviendront une réalité vers la fin des 90 jours. Nous tenons à nous assurer que le rapport final soit terminé et comprenne tous les détails nécessaires et l'ensemble de la vision qui ont été exposés par les présidents.

Des mesures concrètes en ce sens doivent aussi comprendre des analyses secteur par secteur à partir desquelles nous pouvons élaborer des stratégies secteur par secteur, peut-être même des stratégies de troisième génération qui dépassent toutes nos réalisations précédentes en vue d'assurer la réussite commune de nos économies. Nous devons également prendre des mesures concrètes en matière de sécurité frontalière, et surtout dans nos territoires. Au Mexique, en particulier, nous voulons veiller à la paix et au calme au sein de notre société; nous voulons assurer à nos citoyens que nos plans en matière de sécurité donnent de bons résultats sur tous les plans. Le Mexique possède un programme de sécurité très ambitieux qui prend naissance à notre frontière du sud, avec nos frères, amis, voisins et partenaires de l'Amérique centrale. Nous tenons également à examiner la question de sécurité puisque, finalement, elle a des répercussions partout en Amérique du Nord.

Des mesures concrètes seront prises en ce qui concerne les questions en matière de qualité de vie, de santé et d'éducation. Encore une fois, nous allons rédiger ces mesures ou ces objectifs de façon très précise et procéder à leur mise en application. Ensuite, nous ferons en sorte que ce plan soit bien configuré et consolidé au cours des 90 prochains jours afin de nous assurer qu'il est réalisable, étant donné que nous ressentons tous un sentiment d'urgence. Nous tenons à ce que l'Amérique du Nord devienne la région la plus concurrentielle au monde en prenant des mesures dans les secteurs de l'énergie, de l'éducation, de la technologie, de la sécurité et grâce

à la protection de nos ressources naturelles. Ce but devrait nous permettre d'obtenir le niveau de compétitivité que nous recherchons.

En fait, nous avons discuté de l'immigration sous forme de question trilatérale. Nous avons discuté aussi de la question de la circulation transfrontalière, de la façon dont nous pouvons protéger nos frontières et être efficaces le long de la frontière. De plus, nous avons parlé de la façon dont nous pouvons empêcher les personnes non autorisées de franchir la frontière et faire échec aux menaces auxquelles sont confrontés nos pays. Nous avons donc examiné ces questions conjointement. Finalement, ces questions concernent aussi la compétitivité et la réalisation de nos objectifs en matière de sécurité et de qualité de vie.

PREMIER MINISTRE MARTIN : Au chapitre de l'énergie, comme nous le savons tous, il existe une énorme capacité au Mexique. Le président Bush a fait référence aux sables bitumineux qui sont une très grande possibilité. En fait, tout le secteur de l'énergie, selon moi, est pour nous tous, une immense possibilité pour ce qui est de notre compétitivité avec le reste du monde. Nous avons nos sources d'énergie traditionnelles en plus des sables bitumineux. Nous avons la mer de Beaufort, les pipelines Hull (Hull Wind) et la question des gazoducs qui sera éventuellement examinée.

Il existe aussi d'autres secteurs, par exemple les filières d'énergie renouvelable. Le président a parlé de la technologie du charbon épuré, pour citer un exemple. Ces filières sont tributaires de la technologie et nous investissons beaucoup maintenant dans les éoliennes de pompage et l'énergie éolienne. Dans la province de la Saskatchewan, un important projet est en cours concernant la séquestration du dioxyde de carbone qui sera principalement un facteur considérable dans la lutte contre le changement climatique et nous offrira d'énormes possibilités quant à l'utilisation de ces nouvelles technologies.

Un autre facteur que je tiens à souligner également, en plus de la question nucléaire, c'est que le Canada possède un grand potentiel sur le plan de l'hydroélectricité. Le Nord du Manitoba, le Québec, Terre-Neuve-et-Labrador en sont quelques exemples. Ce que nous devons faire, surtout si on considère la défaillance du réseau de distribution d'électricité qui a eu lieu l'année dernière en Amérique du Nord, nous devons faire en sorte que le réseau soit très solide. Les possibilités de coopération sont donc très considérables.

PRÉSIDENT BUSH : La dernière question, Paul.

PREMIER MINISTRE MARTIN : Anne Dawson.

Q : Ma question s'adresse au président Bush et au premier ministre Martin. Vous avez connu des divergences marquées avec le Canada dans le passé, surtout par rapport à des questions comme la défense antimissile. Cela a-t-il provoqué des relations plus tendues? La porte est-elle encore ouverte au Canada afin qu'il se joigne à la défense antimissile à l'avenir, ce qui selon vous, est fondamental pour assurer la défense de l'Amérique du Nord?

PREMIER MINISTRE MARTIN : Nos relations sont extrêmement solides dans de très nombreux secteurs. Le fait que nous soyons réunis devant vous aujourd'hui et que nous ayons annoncé un programme qui se veut vraiment ambitieux et mesurable est, d'après moi, une indication de cette réalité.

Existe-il des divergences d'opinion? Bien sûr, il y en a eu au cours de notre histoire et il y en aura d'autres dans l'avenir. En ce qui a trait à la défense antimissiles balistiques, le dossier est fermé. Quant à notre coopération concernant la défense, nos frontières, la défense de nos frontières communes, elle n'est pas seulement évidente, mais elle renforcée. De plus, je me dois de franchir une nouvelle étape. La défense de l'Amérique du Nord n'aura pas seulement lieu en Amérique du Nord. Le Canada joue une «charge» [sic] grandissante, par exemple -- rôle -- en Afghanistan et cela fait aussi partie de la défense de l'Amérique du Nord.

Enfin de compte, nous œuvrons de concert, et nous continuerons de collaborer de plus en plus à la cette entente selon laquelle nous avons établi une sécurité commune, une protection et une défense.

(TRADUCTION.) En ce qui concerne le bouclier pour la défense, cette question est close. Pour ce qui est de notre capacité de collaboration, nous avons fourni d'importantes augmentations budgétaires étant donné que nous tenons à protéger le Canada. Nous voulons assumer nos responsabilités en Amérique du Nord à la frontière, dans le nord et dans les océans. Nous devons aussi souligner que le Canada jouera un rôle plus important en Afghanistan. Cela indique jusqu'à quel point la défense nord-américaine n'a pas seulement lieu ici en Amérique du Nord, mais qu'il est vraiment nécessaire d'engager le combat au-delà de nos frontières.

LE PRÉSIDENT: C'est intéressant, des différences marquées. J'imagine que la signification de «marqué», quand on pense à ce que cela veut dire, c'est peut-être des différences telles que nous ne pouvons pas être en mesure d'entretenir des relations positives. Vous voyez, il y a des différences entre nous. Je ne sais pas s'il est possible de les classer comme des différences empêchant de trouver un terrain d'entente. Je ne les perçois pas de cette façon. Je comprends que les personnes puissent être en désaccord par rapport à certaines décisions que j'ai prises, mais cela ne les empêche pas d'établir une coopération afin de partager les renseignements, par exemple.

Vous savez, on a beaucoup débattu la question du bois d'œuvre résineux. Il s'agit évidemment d'une question de nature délicate que je connais de près. J'entends parler de ce sujet depuis que je suis président. Les personnes sont frustrées que nous n'ayons pas encore trouvé une solution à ce problème et je peux le comprendre. Toutefois, réfléchissez à toutes les transactions commerciales qui sont effectuées entre nos pays. De plus, nous avons résolu de nombreux problèmes de façon positive et nous continuerons de le faire. Ce que j'entends par là, nous avons eu un problème lié aux bovins et il est sur le point d'être résolu. Je suis étonné que nous n'ayons pas plus de désaccords marqués, quelque soit le nom que vous leur donniez, parce que nous réalisons beaucoup de choses ensemble.

Autrement dit, je pense que notre relation est très solide et tout à fait positive. Le fait, simplement, de ne pas être d'accord avec notre politique ne veut pas dire qu'il ne peut pas exister des relations très positives. Les relations que nous entretenons avec le Mexique et le Canada sont très importantes pour les États-Unis d'Amérique. Il va toujours exister des désaccords et des différences. La question fondamentale repose sur notre capacité de poursuivre nos relations et d'aller de l'avant. Par conséquent, la réponse à cette question est que nous sommes absolument en mesure d'entretenir ces relations.

Je tiens à remercier les dirigeants d'être venus participer à cette discussion. Les citoyens de nos pays respectifs seront en mesure de constater le caractère essentiel de ces relations. J'attends avec impatience que nos ministres rendent compte des mesures concrètes – ils devront rendre des comptes, vous avez raison, Monsieur le premier ministre – et j'ai hâte de souligner à nos citoyens respectifs, et de bien préciser, que les relations entre nos trois pays sont indispensables à la prospérité et à la santé communes ainsi qu'à l'avantage de nos citoyens.

Merci à tous d'être venus. Votre participation est appréciée.

FIN MINUIT 5 (HNC)

(fin du texte)